



SECI-Unsa
Bourse Centrale
Bureau 522 - 523
3, rue du Château d'Eau
75 010 PARIS
Tel. 09 52 93 17 65 - Fax : 01 44 78 54 92
E-mail. seci1887@free.fr
www.seci1887-unsaf.fr

Congrès de la CGT : débats vifs sur la grève générale

Le Monde, le 20.04.2016

Au troisième jour de son congrès, mercredi 20 avril, à Marseille, la CGT a lancé un appel à « amplifier la riposte, dès le 28 avril, par la grève interprofessionnelle et des manifestations pour obtenir dans un premier temps le retrait du projet de loi de casse du code du travail ».

Cet appel a été voté à mains levées par les 980 délégués, un quart d'entre eux n'ayant pas participé au vote. La direction confédérale n'a pas suivi les délégués qui plaidaient pour une « grève générale reconductible », à partir du 28 avril, jusqu'au retrait de la loi travail.

Pour Catherine Perret, qui présentait cet « appel court et dynamique » et qui devrait entrer au bureau confédéral, il s'agit de « poursuivre la mobilisation pour le retrait et la victoire ». « On est loin du compte », a réagi un délégué défendant l'idée d'une « grève interprofessionnelle reconductible » ; un autre suggérant de « bloquer le pays, notamment à travers les dépôts de carburant ». « Je n'ai pas entendu de propositions de remise en cause de l'appel », a conclu Catherine Perret, sous les huées d'une partie des congressistes.

Depuis mardi après-midi, le retrait de la loi travail a occupé l'essentiel, voire la totalité, des débats. Des militants d'extrême gauche ont défilé à la tribune pour prôner la grève générale contre cette « loi de merde et de soumission », selon un délégué des transports routiers. Un syndicaliste de Cap Gemini a défendu la grève générale reconductible en citant Lénine : « Là où il y a une volonté, il y a un chemin. »

Appel aux AG dans le privé et le public

Un autre délégué a même affirmé qu'il fallait « chasser du pouvoir ces ennemis du peuple ». Seul, un cheminot, Laurent, a tenté de recadrer le débat : « Ce qui compte, ce n'est pas la forme de la mobilisation, mais le nombre de salariés qui y participent. Les postures ne font pas gagner dans les luttes. » Il a rappelé le mouvement contre la réforme des retraites en 2010, où il y avait eu des grèves reconductibles à la SNCF, qui n'avait pas empêché le projet de Nicolas Sarkozy d'être mis en œuvre.

Dans le texte de l'appel, il est évoqué « un mouvement qui fait face à un gouvernement désavoué, en rupture profonde avec la population et singulièrement toute la jeunesse ». « La poursuite de la construction de l'action implique la tenue d'assemblées générales dans les entreprises et les services publics, pour que les salariés décident, sur la base de leurs revendications et dans l'unité, de la grève et de sa reconduction, pour gagner le retrait et l'ouverture de véritables négociations de progrès social. »

Ni la question du développement de la syndicalisation, ni celle de la stratégie à adopter pour que la CGT ne perde pas sa première place syndicale en 2017, ni la démocratie syndicale n'ont fait l'objet de débats. Et peu d'amendements aux différents projets de résolution ont été mis en discussion. La résolution sur « la construction des luttes » a été adoptée par 78,8 % des voix, mais avec 21,2 % de votes « contre ».

Attaques contre la CFDT

L'après-midi, le débat a porté sur les relations avec les autres syndicats. La CFDT a été la cible d'attaques très virulentes, allant de la « collaboration » à la « trahison ». Une déléguée a redéfini ainsi le sigle CFDT : « C'est Fini De Trahir. » D'autres militants, venant pour la plupart de l'extrême gauche, s'en sont pris au « syndicalisme rassemblé » initié par Louis Viannet en 1995 et critiqué, lundi, par Philippe Martinez.

« Un gros mot » pour un délégué. Le syndicalisme rassemblé, « cette merde », a lancé un cheminot. Ce concept a pourtant été défendu par Gilbert Garrel, le secrétaire général de la fédération des cheminots : « Une CGT qui appelle à l'unité, a-t-il souligné, est plus crédible qu'une CGT qui s'isole. Une unité sans exclusive et sans partenaire privilégié. » Indiquant qu'à la SNCF, « dans beaucoup d'endroits, les bases FO sont les bras armés du Front national ». M. Garrel a achevé sa péroraison en citant Bernard Thibault : « Quand deux syndicalistes ne se serrent pas la main, c'est le patron qui se frotte les siennes. »

Le congrès a reçu la visite, mercredi 20 avril, de Pierre Laurent, secrétaire national du Parti communiste. Il a été plus applaudi que Jean-Luc Mélenchon lundi. □
